



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/19240
29 octobre 1987
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 29 OCTOBRE 1987, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'AFRIQUE DU SUD AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre que vous a adressée le 29 octobre 1987 le Ministre sud-africain des affaires étrangères, M. R. F Botha, en réponse aux accusations portées récemment par les autorités angolaises contre Afrique du Sud.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de cette lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent,

(Signé) A. Leslie MANLEY

Annexe

LETTRE DATEE DU 29 OCTOBRE 1987, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES DE L'AFRIQUE DU SUD

Dans le document S/19222 du Conseil de sécurité, en date du 21 octobre 1987, les autorités angolaises accusent l'Afrique du Sud de mener ce qu'elles appellent une "agression permanente" contre "la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République populaire d'Angola".

Ces accusations masquent le fait que Luanda est incapable de mettre un terme à l'escalade de la guerre civile qui ravage l'Angola depuis que le régime du MPLA a imposé sa loi contre les vœux du peuple angolais et au mépris flagrant de l'Accord d'Alvor. Ce régime ne se maintient à Luanda - et encore de façon de plus en plus précaire - que grâce à la présence d'une force extraterritoriale de 40 000 soldats cubains et éléments soviétiques.

Il est de fait qu'il n'y a pas eu d'élections libres en Angola depuis que le régime actuel a usurpé le pouvoir. Tant que le régime mis en place par le MPLA sera soutenu militairement par les troupes et les conseillers étrangers - cubains et autres - il ne pourra y avoir de solution pacifique à la situation intérieure de l'Angola.

~~La situation en Angola et dans la région est encore aggravée par le fait que le régime du MPLA fournit abri, aide et formation aux terroristes de l'ANC et de la SWAPO. Ces organisations ont reconnu avoir l'intention de perpétrer des actes terroristes en Namibie/Sud-Ouest africain et en Afrique du Sud.~~

Les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies devraient prendre note des graves conséquences qu'entraîne l'intervention étrangère en Angola et de l'insécurité croissante provoquée par l'intransigeance du régime du MPLA face au rejet de cette intervention par le peuple. Entre autres conséquences, la présence d'une force étrangère aussi nombreuse en Angola et les politiques militaristes du régime du MPLA perturbent gravement les conditions d'existence d'une grande partie du peuple angolais. La régression dans tous les domaines de la vie nationale a atteint des proportions catastrophiques. La famine et la maladie sévissent dans tous le pays, la principale raison en étant que l'agriculture, la distribution des denrées alimentaires de base et l'approvisionnement en eau potable ne répondent absolument plus aux besoins de la population. La vaste majorité des Angolais manquent aussi de soins médicaux et souffrent de la dureté et de l'indifférence du régime du MPLA.

Le Conseil de sécurité devrait se préoccuper d'urgence de la crise intérieure qui sévit en Angola, car ce pays est devenu un terrain où s'observent les superpuissances, ce qui a des conséquences tragiques pour la population angolaise.

L'Afrique du Sud n'est pas en guerre avec l'Angola ni avec aucune des parties en présence en Namibie/Sud-Ouest africain. Le Gouvernement sud-africain a le devoir de protéger les habitants de la Namibie/Sud-Ouest africain contre les incursions terroristes et c'est en tant que protecteur qu'il agit dans le territoire.

Si la SWAPO cessait ses actes de terrorisme contre la population de Namibie/Sud-Ouest africain, les forces de défense sud-africaines et les forces territoriales du Sud-Ouest africain n'auraient pas besoin d'intervenir pour la contrer.

Comme vous le savez, l'Afrique du Sud est prête à participer à une conférence réunissant toutes les parties intéressées de la région, qui pourrait amener la paix en Angola et régler la question de la Namibie/Sud-Ouest africain. J'engage à nouveau ceux qui ont à coeur les intérêts de l'Afrique australe et de ses peuples à se réunir pour jeter les bases de la paix et du développement.

(Signé) R. F. BOTHA

